

"A quoi sert un député européen? Le plaidoyer de trois élus" dans Le Monde (6 juin 2004)

Légende: Lors d'un entretien paru le 6 juin 2004 dans le quotidien français Le Monde, trois présidents de trois groupes politiques au Parlement européen, commentent le rôle et les attributions de l'institution.

Source: Le Monde. 06.06.2004. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"a_quoi_sert_un_depute_europeen_le_plaidoyer_de_trois_elus"_dans_le_monde_6_juin_2004-fr-98627b05-7fff-479a-8d31-c01157de0809.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

A quoi sert un député européen? Le plaidoyer de trois élus

Enrique Baron Crespo, président au groupe du Parti des socialistes européens (PSE), **Jens-Peter Bonde**, président au groupe pour l'Europe des démocraties et des différences, **Daniel Cohn-Bendit**, président du groupe des Verts, confrontent leurs vues sur le rôle de l'Assemblée de Strasbourg.

Pourquoi 40 % seulement des citoyens se disent- Ils prêts à aller voter aux prochaines élections européennes?

Jens-Peter Bonde: C'est un paradoxe: au fil des cinq dernières élections, la participation électorale n'a cessé de reculer pour passer de 63 % à 49 %, alors que, dans le même temps, le pouvoir du Parlement européen s'est étendu tant et si bien qu'il a une influence plus importante sur la vie quotidienne des citoyens que les Parlements nationaux. Mais les gens s'intéressent plus aux Parlements nationaux, les champions politiques nationaux ne se présentant pas aux élections européennes, et je prévois une nouvelle baisse importante de la participation.

La désaffection n'est-elle pas due au fait que les campagnes restent centrées sur des enjeux nationaux?

Daniel Cohn-Bendit: Ce n'est pas vrai pour tout le monde. Les Verts européens mènent une campagne européenne, sur la Constitution, la politique environnementale, les OGM... L'action de Noël Mamère en faveur du mariage homosexuel s'inscrit, elle aussi, dans une réalité européenne. Il existe des différences en Europe et Noël Mamère milite pour une harmonisation par le haut de la législation et de la liberté sur l'orientation sexuelle.

J.-P.B.: Nos populations se positionnent sur ces sujets de manière très différente selon les pays. Au Danemark, le mariage homosexuel existe depuis des années, et nous sommes très en avance sur ce genre de sujets sur des pays catholiques comme la Pologne et Malte. Dans ces domaines, nous ne devrions pas avoir de législation européenne.

D.C.-B.: L'enjeu n'est pas d'avoir une législation commune. La bataille, en France, vise à changer la loi française. Mais il faut trouver des solutions dans une optique européenne, puisque les citoyens ont la liberté de circulation et de travail en Europe. Comment va-t-on traiter un couple de Danois homosexuels qui va s'installer en France ou en Italie avec ses enfants? Quand il franchit la frontière, va-t-on lui dire que ses enfants ne sont plus ses enfants? Quel régime fiscal et quelle sécurité sociale va-t-on lui appliquer?

Enrique Baron Crespo: Je suis pour le mariage des homosexuels et l'avortement, mais je n'ai pas à faire la campagne de M. Mamère. Nous ferions mieux de traiter de vrais sujets qui concernent le Parlement et sur lesquels nous avons du pouvoir, comme ceux sur le clonage thérapeutique, qui ont des conséquences directes sur les programmes de recherche européens. Là, il existe un vrai débat avec les conservateurs et les Verts, avec des conséquences économiques concrètes pour l'Europe.

Mais, dans ces débats, le Parlement européen manque de visibilité. Comment l'expliquez-vous?

E.B.C.: En 1976, dans le premier numéro d'*El Pais*, il y avait un gros titre disant que le Parlement européen soutenait la démocratie en Espagne. Tout le monde l'a compris: nos actions ont un retentissement concret, qu'il s'agisse de la lutte contre la vache folle, de nos rapports sur le *Prestige* ou sur la concentration des médias. Mais dans les élections, il faut un certain drame, un enjeu, et nous avons parfois des difficultés à l'exprimer aux citoyens. Si l'on explique qu'avec l'euro le seul lieu qui peut empêcher que les commissions bancaires soient excessives est le Parlement, là, tout le monde comprend. Il faut donc mener la bataille et exprimer les choix les plus clairs et les plus simples possibles. Mais les médias ont leur part de responsabilité. Je fais actuellement campagne pour la Constitution européenne, la stratégie de Lisbonne et Gôte-borg [*qui vise au développement durable et à faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde*] ou sur le rôle de l'Europe dans le monde. Je parle de toutes ces choses, mais la presse ne reprend que mes remarques sur la politique intérieure espagnole.

J.-P.B.: Effectivement, le problème ne tient pas au Parlement européen, mais à la presse. Les médias n'ont

qu'un ou deux journalistes à Bruxelles pour couvrir la majorité des lois qui concernent leur pays, mais en ont des centaines pour couvrir les lois nationales. Résultat: les lois bruxelloises sortent d'une « boîte noire ». On ne connaît pas le résultat des votes au Conseil, car les décisions sont prises en secret par des groupes de travail composés de fonctionnaires. Personne ne suit les amendements proposés par le Parlement européen. Il n'y a donc pas de débat ou de prise de conscience européenne.

D.C.-B.: Depuis des années, on n'arrive pas à faire émerger un espace public européen. Par exemple, le Parlement européen s'est opposé au Conseil [*européen*] et à la Commission en refusant l'accord signé avec les Américains sur le contrôle des données personnelles des passagers sur les voies transatlantiques. C'est un débat passionnant sur les libertés individuelles. Pourtant, le sujet n'a presque pas été traité. Si, au niveau national, le Parlement [*français*] remettait en question un accord signé entre le gouvernement et les Etats-Unis. Il y en aurait des pages pleines.

Avez-vous l'impression que le Parlement a mûri et ne s'occupe plus de faire « des résolutions sur les îles Grenadines », comme l'a déjà reproché Jacques Delors?

E.B.C.: Si vous voulez des boutades, on peut dire que le Parlement européen est une tour de Babel qui fonctionne ou un mélange entre l'Assemblée de l'ONU et une faculté en mai 1968. Mais soyons sérieux: Il y a un décalage entre les clichés du passé que beaucoup de gens continuent de véhiculer et la réalité. Les décisions que nous prenons ont un impact fondamental dans la vie des Européens ; l'organisation du Parlement en groupes politiques fonctionne: dans 90 % des cas, les décisions sont prises en fonction des orientations politiques des députés et pas de leurs origines nationales. Nous fonctionnons comme un Parlement normal.

D.C.B.: Il faut cesser de dire n'importe quoi. D'un côté, on cite des phrases de Jacques Delors vieilles de trente-cinq ans et, de l'autre, on entend un eurosceptique comme [*Jens-Peter*] Bonde dire que le Parlement européen a plus de pouvoir que les Parlements nationaux. Ou est la vérité?

J.-P.B.: La réponse est simple: Etats et Parlements nationaux ont perdu de nombreuses compétences mais celles-ci n'ont pas été transférées au Parlement européen, mais à des fonctionnaires, au Conseil et à la Commission. Le Parlement européen ne décide pas des lois. Il propose des amendements, dont on sait qu'ils ont une chance d'être acceptés par le Conseil uniquement si la Commission les approuve. Nous ne sommes donc pas un vrai Parlement.

D.C.-B.: Vous voulez une Europe fédérale où le Parlement européen déciderait et où la Commission serait le gouvernement?

J.-P. B.: Je reconnais que l'idée d'une Europe fédérale est une proposition démocratique, même si ce n'est pas l'option qui est la mienne, pour s'attaquer au déficit démocratique en Europe. En tout cas, nous devrions nous débarrasser du système actuel de gouvernement des fonctionnaires. J'ajoute que, à la grande différence des Parlements nationaux, le Parlement européen ne nomme pas le gouvernement.

Justement, la nomination du président de la Commission n'est pas au cœur de la campagne, comme si vous aviez renoncé à avoir du pouvoir en la matière...

E.B.C.: Il n'est pas vrai que le Parlement européen se moque de l'élection du président de la Commission. Jacques Santer et Romano Prodi ont dû se battre pour avoir le soutien du Parlement. Ce sujet nous intéresse beaucoup et nous avons obtenu, dans le projet de Constitution, que le président de la Commission soit élu par le Parlement. De toute façon, le prochain président devra recueillir un large soutien du Parlement, et sa nomination ne pourra pas se faire contre le groupe socialiste.

D.C.-B.: Attendez de voir, en effet. Si le Conseil européen propose, comme la rumeur court, Wolfgang Schäussel comme président de la Commission, il sera battu par le Parlement. De même, Guy Verhofstadt va perdre les élections régionales et sera considéré comme un *loser* [*perdant*]. Il sera à la fois refusé par les Anglais au Conseil, qui le trouveront trop fédéraliste, et rejeté par le Parlement européen qui le trouvera trop

libéral. Le Parlement va exercer son pouvoir et l'élection du président de La Commission sera beaucoup plus difficile que ce que tout le monde croit...

Vous menez campagne sans annoncer avec quels partis vous allez vous allier. Va-t-on assister à une grande coalition entre le Parti des socialistes européens (FSE) et le parti populaire européen (PPE) qui vont se partager les postes?

D.C.-B.: je me battrais jusqu'à la dernière minute pour qu'il y ait une majorité de centre gauche ou de centre droit, mais contre toute grande coalition. Cela sera symbolisé, lors du premier vote du Parlement, avec l'élection de son président. Il serait mortel d'inaugurer la première législature de l'Europe élargie par un mariage d'éléphants qui répondrait seulement aux vœux des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates allemands [*soucieux de se partager les postes au Parlement européen*].

M. Baron Crespo, êtes-vous sur la même ligne?

E.B.-C.: Cela dépend. La dernière fois, nous avons défendu une ligne progressiste, proeuropéenne, face à la droite, mais Daniel Cohn-Bendit et les Verts n'ont pas soutenu le candidat socialiste. Je note un changement copernicien du côté des Verts, pour l'instant, nous sommes en campagne. Nous voulons une majorité pro-européenne progressiste. En Espagne, nous avons donné l'exemple puisque nous avons intégré les Verts sur notre liste. Cela va dans le sens que souhaite [*Daniel*] Cohn-Bendit.

Comment allez-vous vivre dans le nouveau Parlement, avec des salaires de député allant de 1 à 10 et des frais forfaitaires qui vous valent une campagne de presse en Europe du Nord?

J.-P.B.: Nous portons une part de responsabilité dans l'abstention des électeurs. Si nous avions fait le ménage au Parlement européen, nous aurions incité les électeurs à venir voter. Le problème est que ni la majorité du groupe socialiste ni celle du PPE n'étaient mûres pour une telle réforme. J'espère que nous aurons, après les élections, une majorité pour avoir un système de remboursement des frais réels.

D.C.-B.: Pour réformer le système de remboursement des frais, nous avons besoin d'un nouveau statut pour les parlementaires. Certains vont gagner 600 euros par mois et d'autres 11000. Cela va créer un mauvais climat.

J.-P.B.: Je ne suis pas d'accord avec un salaire unique. Si vous donnez à un député tchèque 9 000 euros, comme cela a été proposé, il pourra venir toucher son chèque à Bruxelles, mais chez lui il sera jeté dehors, car aucun Tchèque ne pourra accepter qu'il gagne cinq fois le salaire du président de la République...

D.C.-B.: L'idée d'avoir un salaire unique est une fausse bonne idée, mais il faut que le Parlement européen organise un rééquilibrage en faveur de ceux qui gagnent le moins, en leur donnant par exemple 2 500 euros par mois. Avec cela, il sera plus facile de trouver une majorité pour passer au remboursement des frais réels.

J.-P.B.: Je pourrais accepter ce compromis car il est important de faire le ménage au Parlement.

E.B.C.: Je rappelle que nous avons approuvé au Parlement un statut unique du député, mais quatre pays - la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Suède - ont bloqué le projet. Ils ne nous ont toujours pas expliqué pourquoi ils s'opposaient à cette réforme. C'est à eux de bouger. J'espère qu'ils changeront d'avis et que le Parlement pourra adopter en même temps la réforme du statut et des frais.

DANIEL COHN-BENDIT

Président du groupe des Verts au Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit était tête de liste des Verts en France en 1999. Mais cette année il se présente en Allemagne, dans sa ville de Francfort. Né en France en 1945 mais de nationalité allemande, le leader de la révolution de mai 1968 avait été expulsé de France par le général de Gaulle. Il devient alors éducateur d'enfants et libraire de la Kart Marx Buchhandlung, dans les milieux alternatifs de Francfort, dans les années 1970. C'est à cette époque qu'il se liera d'amitié avec l'actuel

ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer. Dans les années 1990, il condamne le pacifisme absolu des Verts allemands qui refusent alors toute intervention militaire en Yougoslavie.

JENS-PETER BONDE

Né en 1948, le Danois Jens-Peter Bonde est le leader des eurosceptiques au Parlement européen. Diplômé de sciences politiques, il cofonde à partir de 1972 plusieurs mouvements eurosceptiques danois et œuvre, entre autres, pour le « non » danois au traité de Maastricht en 1991. Député européen sans interruption depuis 1979, il est président du groupe pour l'Europe des démocraties et des différences. Membre actif de la Convention, il s'est opposé au texte constitutionnel élaboré sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing. L'un de ses chevaux de bataille est la transparence du processus de décision européen. Il dénonce une Europe où les décisions sont, selon lui, prises par les fonctionnaires.

ENRIQUE BARON CRESPO

Agé de 60 ans, cet ancien professeur d'université espagnol est président du groupe des socialistes au Parlement européen depuis 1999. Dans les années 1970, il est avocat, spécialiste du droit du travail et défenseur dans des matières politiques. Député aux Cortès de 1977 à 1986, il « entre dans l'équipe gouvernementale de Felipe Gonzalez et est ministre des transports, du tourisme et des télécommunications entre 1982 et 1985. Député européen depuis 1986, il a été président du Parlement de Strasbourg de 1989 à 1992. Président de la commission des affaires étrangères entre 1992 et 1995, il est lui aussi candidat aux élections, mais devrait céder sa place de leader des socialistes à l'Allemand Martin Schulz.